

Californie : vers la fin de la peine de mort ?

#Fait du jour

Transcription

Extrait du *Journal en français facile* du 13/03/2019

Joris Zylberman :

Aux États-Unis, le gouverneur démocrate Gavin Newsom annonce un moratoire sur la peine de mort. Ce n'est pas l'abolition, mais une suspension dans cet État américain qui a légalisé la peine capitale en 1978. La Californie compte aujourd'hui 737 condamnés à mort, soit le plus grand nombre en Amérique. La dernière exécution réalisée sur le sol californien remonte à l'année 2006. Depuis, des initiatives ont été lancées pour tenter d'abolir la peine de mort. Elles avaient toutes échoué, d'où cette décision de suspendre la peine maximale par un moratoire. Romain Lemaesquier.

Romain Lemaesquier :

Ce n'est pas encore officiel, mais des extraits du discours que doit prononcer le gouverneur de Californie ont déjà filtré dans la plupart des médias, 24h avant qu'il ne s'adresse à ses élus. « La peine de mort est incompatible avec nos valeurs fondatrices et atteint au plus profond l'idéal que représente le fait d'être Californien » va notamment expliquer Gavin Newsom pour justifier la mise en place d'un moratoire sur la peine de mort. Une décision qui n'abolit pas la loi qui autorise la peine capitale, adoptée en 1978. Une tentative avait été réalisée lors d'un scrutin en 2012. Mais elle n'avait récolté que 48 % des suffrages, insuffisant pour enterrer définitivement la peine de mort. En agissant de la sorte, Gavin Newsom respecte ses promesses de campagne, lui qui s'est toujours clairement positionné contre la peine capitale. Mais qu'advient-il après son mandat, car ce moratoire n'a de valeur que pendant les 4 ans que dure le mandat du gouverneur. Selon les médias californiens, une nouvelle initiative pour abolir cette peine pourrait être présentée prochainement. En attendant de rejoindre les 20 États qui l'ont déjà abolie, la Californie rejoint le Colorado, l'Oregon et la Pennsylvanie qui ont également prononcé des moratoires pour suspendre les exécutions. Des exécutions qui auront coûté aux contribuables californiens pas moins de 5 milliards de dollars en un peu plus de 40 ans.